

# ODD et données de l'aide: la révolution en quête de révolutionnaires

Par **Robert Bourgoing**

Article publié dans le numéro de septembre 2016 d'[Afrique durable 2030](#) du groupe de réflexion genevois [Africa 21](#).

**Résumé :** *L'augmentation exponentielle des données produites autour de l'aide internationale suscite l'espoir d'une 'révolution des données' qui facilite l'atteinte des Objectifs de développement durable. L'auteur plaide pour que les efforts et investissements dans ce domaine, pour l'instant concentrés principalement autour d'initiatives techniques, prennent en compte l'urgente nécessité de former et accompagner ceux et celles qui doivent porter cette révolution en Afrique et ailleurs.*

**Biographie de l'auteur :** *Fondateur et directeur général de l'ONG genevoise AidInfoPlus ([aidinfoplus.org](http://aidinfoplus.org)), ex-directeur de la communication en ligne du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, R. Bourgoing est journaliste spécialisé en développement international et communication numérique, formateur et blogueur. Il est l'auteur de nombreuses publications sur la transparence de l'aide.*

En mars 2013, le Groupe mandaté par le Secrétaire général des Nations-Unies pour préparer l'après-2015<sup>1</sup> appelait à une 'révolution des données' de l'aide<sup>2</sup>. « *Les initiatives de développement ont trop souvent été entravées par l'absence des données les plus fondamentales portant sur les conditions économiques et sociales dans lesquelles vivent les populations... Un renforcement du suivi et de l'évaluation à tous les niveaux et pour tous les processus du développement (de la planification à la mise en œuvre) aidera à guider les prises de décision, à revoir les priorités et à obtenir une reddition des comptes. (...) Ce n'est pas simplement l'affaire des gouvernements. Les agences internationales, les organisations de la société civile et le secteur privé devraient être impliqués.* »<sup>3</sup>

La révolution des données est définie comme l'explosion du volume de données et de la vitesse à laquelle elles sont produites, du nombre de producteurs, de leur diffusion et de tout ce qu'elles décrivent et mesurent. Elle est attisée par les nouvelles technologies, les médias sociaux, l'Internet mobile et la multiplication d'initiatives citoyennes.<sup>4</sup>

---

<sup>1</sup> Independent Expert Advisory Group on a Data Revolution for Sustainable Development (IEAGDRSD), <http://www.undatarevolution.org/data-revolution/>

<sup>2</sup> L''aide' est ici entendue au sens de l'aide au développement et l'aide humanitaire.

<sup>3</sup> Rapport du Groupe de personnalités de haut niveau chargé du programme de développement pour l'après-2015, *Pour un nouveau partenariat mondial : vers l'éradication de la pauvreté et la transformation des économies par le biais du développement durable*, p. 27, [http://www.un.org/fr/sg/beyond2015\\_report.pdf](http://www.un.org/fr/sg/beyond2015_report.pdf)

<sup>4</sup> Elizabeth Stuart, Emma Samman, William Avis et Tom Berliner, *The data revolution: finding the missing millions*, ODI, avril 2015, p. 8, <http://www.odi.org/publications/9476-data-revolution-finding-missing-millions>

Cette profonde évolution est essentielle à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). Structurés autour de 17 grands objectifs assortis de 169 cibles, les ODD s'inscrivent dans un contexte d'une complexité sans précédent. Ils recouvrent des secteurs d'activités de plus en plus interdépendants et nécessitent la collaboration étroite d'un nombre croissant d'acteurs qui manquent notablement de coordination<sup>5</sup>, comme l'illustrent les crises humanitaires récentes<sup>6</sup>.

Pour l'heure, l'immense majorité des programmes de transparence de l'aide internationale, conçus dans les capitales du Nord et portés par des informaticiens, statisticiens et techniciens, se concentre sur la création de données et le développement d'outils pour les gérer et les visualiser. Très peu s'intéressent aux ressources humaines pour utiliser ces outils et interpréter ces données.

Or, l'expérience des dernières années démontre qu'il n'y a pas de lien direct entre la publication de données sur Internet et l'efficacité de l'aide<sup>7</sup>. Entre les deux, plusieurs conditions doivent être satisfaites, la première étant que, comme toute révolution, celle qu'on attend des données doit être portée par des 'révolutionnaires', des individus ayant la capacité de chercher, vérifier et comparer des masses d'informations pour en tirer du sens, ainsi que les compétences pour les utiliser afin de susciter le changement dans des contextes peu ouverts à la critique et la parole citoyenne.

Ces hommes et ces femmes ont des profils et des besoins très variés. Certains mettent en œuvre les programmes : travailleurs de l'aide, fonctionnaires, employés d'ONG, d'agences internationales, etc. D'autres, qualifiés d''infomédiaires' (intermédiaires de l'information), contribuent, à différents niveaux, à responsabiliser les donateurs et bénéficiaires par leurs campagnes, reportages, études et analyses : représentants de la société civile, journalistes, chercheurs et organismes de surveillance indépendants.

Dans tous les cas, le développement de leurs compétences est la clé du succès de la révolution des données, une formidable occasion d'inclure différents secteurs de la société dans l'appropriation et l'accomplissement des ODD.

## **I. Les enseignements de la révolution numérique**

Une idée largement répandue dans les projets relatifs à la transparence de l'aide veut qu'il suffise de produire des données ouvertement accessibles pour que des individus s'en emparent

---

<sup>5</sup> Les agences des Nations-Unies sont réparties par secteurs associés soit aux opérations d'urgences humanitaires (OCHA) ou aux programmes de développement (PNUD). Le cloisonnement du travail se manifeste aussi dans la gestion séparée d'activités pourtant interdépendantes, comme dans les domaines de la santé et du bien-être des enfants, de la nutrition et de l'agriculture.

<sup>6</sup> Disaster Accountability Project, *A Critical Look At Donation Transparency & Effectiveness After The Nepal Earthquakes*, juin 2015, <http://disasteraccountability.org/nepalreport-june2015/>

<sup>7</sup> Robert Bourgoing, *Does Transparency = Accountability = Effectiveness? Not so sure...*, article sur la thèse de doctorat *Aid without Accountability* de Till Bruckner, Université de Bristol, 2011. <http://www.bourgoing.com/2014/04/does-aid-transparency-accountability-effectiveness-not-so-sure/>

et que des changements positifs surviennent<sup>8</sup>. On ne sait encore que très peu de choses sur l'effet concret de la publication de ces données mais la réalité est sans doute bien plus complexe.

Pour entrevoir les contours d'un monde où celles-ci seraient suffisantes, en quantité et en qualité, il peut être utile d'observer l'impact d'une autre révolution. Depuis plus de vingt ans, la révolution numérique produit une quantité phénoménale de données diverses sur l'aide au développement et l'aide humanitaire. Par le biais d'innombrables sites web, d'une multitude de bases de données et des médias sociaux, des masses considérables d'informations sont librement disponibles sur Internet. Or, il suffit d'un coup d'œil sur la couverture médiatique de l'aide pour constater que ce déluge d'informations trouve encore peu d'utilisateurs<sup>9</sup>. Plusieurs facteurs sont évoqués pour l'expliquer.

Dans nombre de pays récipiendaires, on accède à l'information par les circuits traditionnels comme la radio et les journaux. L'accès à Internet reste principalement limité aux villes, dans le cadre du travail et des cybercafés.

La qualité et l'utilité des données publiées posent aussi problème. Selon l'évaluation d'un projet pilote de l'agence américaine de développement USAID en Zambie, au Ghana et au Bangladesh, il existe une réelle demande des citoyens pour ce qui permettrait de mesurer de manière détaillée les activités de projets qui concernent leur vie et leur communauté<sup>10</sup>. Mais la piste des financements internationaux s'arrête généralement à l'entrée des pays récipiendaires. L'information, quand elle est disponible, porte sur la définition des programmes et leur évaluation finale, mais rarement leur mise en œuvre<sup>11</sup> pendant que celle-ci a lieu et qu'il serait encore possible d'ajuster le tir pour accroître leur efficacité.

Parmi les pays et les organisations qui semblent montrer la voie, certains déplorent ce qu'ils considèrent une transparence de façade concernant des données soigneusement triées, qui ne permettent pas de retracer au niveau local qui a reçu combien, pour faire quoi et avec quels résultats<sup>12</sup>. « *Dans les pays en développement où des portails de données ouvertes ont été*

---

<sup>8</sup> Duncan Edwards, *The revolution will NOT be in Open Data*, Institute of Development Studies, 21 octobre 2013, <http://blog.okfn.org/2013/10/21/the-revolution-will-not-be-in-open-data/>

<sup>9</sup> Robert Bourgoing, *The Global Fund Should Take Transparency to Another Level*, Global Fund Observer, Aidspace, 18 avril 2013, [http://www.aidspace.org/gfo\\_article/global-fund-should-take-transparency-another-level](http://www.aidspace.org/gfo_article/global-fund-should-take-transparency-another-level)

<sup>10</sup> USAID, *Aid Transparency Country Pilot Assessment*, mai 2015, <https://www.usaid.gov/transparency/country-pilot-assessment>

<sup>11</sup> Jeffrey Gutman et Claire Horton, *Accessibility and effectiveness of donor disclosure policies – When disclosure clouds transparency*, Global Economy and Development at Brookings, mai 2015, <http://www.brookings.edu/research/papers/2015/05/accessibility-effectiveness-donor-disclosure-policies-gutman-horton>

<sup>12</sup> Angela Kageni et Steve Kenei, *An open Global Fund means closing the implementer-level data gap at country level*, Aidspace, 15 avril 2015, [http://www.aidspace.org/gfo\\_article/open-global-fund-means-closing-implementer-level-data-gap-country-level](http://www.aidspace.org/gfo_article/open-global-fund-means-closing-implementer-level-data-gap-country-level)

*inaugurés en fanfare, comme au Kenya et plus récemment au Burkina Faso, les programmeurs, journalistes ou les citoyens en font peu usage* », note une étude sur l'impact de la publication de ces données<sup>13</sup>. « *Quelques jeux de données sont apparemment ajoutés de manière aléatoire. Ils sont rapidement dépassés et l'inertie s'installe.* » L'auteur avance l'hypothèse que ces gestes d'ouverture apparente ne sont pas suivis d'engagements parce qu'ils ne correspondent pas à une réelle volonté politique et ne sont pas conçus pour répondre à une demande et des besoins concrets. Au Kenya, pays considéré comme un modèle en Afrique subsaharienne pour sa mise à disposition de données gouvernementales sur Internet<sup>14</sup>, toutes les enquêtes réalisées par des participants à une formation au data journalisme n'ont pu être réalisées qu'à la suite du dépôt de requêtes en vertu de la Loi sur la liberté d'accès à l'information<sup>15</sup>.

Quant aux données de l'aide, elles sont généralement produites dans des formats propriétaires qui ne permettent pas de les comparer et les entremêler avec d'autres jeux de données. Pour y remédier, la communauté internationale a créé l'Initiative internationale de transparence de l'aide (IATI)<sup>16</sup> afin de créer un format commun qui permette à tous de publier, sur une base volontaire, des données détaillées, fiables, actualisées et accessibles sur leurs financements actuels et prévisionnels. Mais dans son classement 2016 de la transparence de l'aide<sup>17</sup>, plus de cinq ans après qu'ils se soient engagés à donner accès à leurs données au format de l'IATI, la campagne Publish What You Fund révèle que seuls dix des principaux bailleurs de fonds ont atteint cet objectif<sup>18</sup>, et l'IATI reconnaît qu'elle n'a pour l'instant pas eu d'impact vérifiable sur la vie des destinataires de l'aide.<sup>19</sup> Toute une série de raisons sont évoquées pour justifier les retards de mise en conformité avec l'IATI, telles que les difficultés et coûts liés à la production et la mise à jour des données<sup>20</sup>. Autre facteur que peu avouent, la crainte que des

---

<sup>13</sup> Jonathan Stoneman, *Does Open Data Need Journalism?*, Reuters Institute for the Study of Journalism, Université d'Oxford, septembre 2015, <http://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/publication/does-open-data-need-journalism>

<sup>14</sup> Voir [http://opendatabarometer.org/data-explorer/?\\_year=2015&indicator=ODB&lang=en&region=:AF](http://opendatabarometer.org/data-explorer/?_year=2015&indicator=ODB&lang=en&region=:AF)

<sup>15</sup> Cf note 14.

<sup>16</sup> Des documents de référence sont disponibles en français à cette adresse : <http://www.aidtransparency.net/governance/steering-committee/steering-committee-documents>.

<sup>17</sup> Publish What You Fund, *Aid Transparency Index 2016*, <http://www.publishwhatyoufund.org/updates/news/2016-aid-transparency-index-out-now/>

<sup>18</sup> La France fait figure de mauvais élève dans l'Indice de la transparence de l'aide, tout juste au-dessus de la Chine : <http://ati.publishwhatyoufund.org/la-france-ne-respecte-pas-ses-engagements-en-matiere-de-transparence-de-laide/>

<sup>19</sup> Helen Castell, *Is IATI benefiting anyone yet?*, Devex, 3 décembre 2015, <https://www.devex.com/news/is-iati-benefiting-anyone-yet-87191>

<sup>20</sup> A ce sujet, voir aussi: Laurenellen McCann, *Reasons (Not) to Release Data*, Sunlight Foundation, 5 septembre 2013, <http://sunlightfoundation.com/blog/2013/09/05/reasons-not-to-release-data/>

données librement accessibles exposent des dysfonctionnements est sans doute un puissant frein à leur publication<sup>21</sup>.

## II. A l'école des révolutionnaires

Aujourd'hui, rares sont ceux qui maîtrisent les techniques pour chercher, vérifier, comparer, analyser et visualiser les données de l'aide. Dans les médias africains, le manque de formation est manifeste. L'aide au développement et l'aide humanitaire restent traitées dans l'ensemble de manière anecdotique et réactive, faisant suite à des communiqués ou conférences de presse, des séminaires, ou faisant écho à des allégations de corruption. Le constat est le même du côté de la société civile. Le travail d'enquête et les campagnes qui s'appuient véritablement sur Internet restent l'exception.

Depuis quelques années, une nouvelle offre de formations et d'événements au vocabulaire high-tech a fleuri dans le sillage du mouvement pour l'ouverture des données<sup>22</sup>: *data journalisme*, *crowdsourcing* (utilisation des médias sociaux pour recueillir des faits), *bootcamps* (formations accélérées à l'utilisation de données), *hackathons médias* (réunions de développeurs et journalistes pour créer des prototypes de sites internet et d'applications mobiles), *scrapathons* (compétitions de collecte de données), *data visualisation* (infographie des données), *drone journalisme*, etc. Ces programmes portés par des ONG internationales<sup>23</sup> et quelques initiatives francophones<sup>24</sup> s'attachent à développer des compétences locales dans l'analyse de données parmi les journalistes et, dans une moindre mesure, la société civile.

Chez les responsables, l'enthousiasme initial fait place à la réalisation que bon nombre de ces initiatives ne sont pas adaptées au contexte des pays récipiendaires de l'aide<sup>25</sup>. Si elles sont appréciées par les participants, leur approche centrée sur la technique néglige le fait que les meilleurs outils informatiques ne suffisent pas pour interpréter des données. Il faut pouvoir les replacer dans leur contexte, maîtriser le jargon technique qui les entoure, comprendre le fonctionnement interne des organisations, connaître les rôles et responsabilités des différents partenaires. L'information extraite des données, souvent indigeste, doit encore être

---

<sup>21</sup> Robert Bourgoing, *Disclosing Funding Data to the Media: Why Shoot Yourself in the Foot?*, Transparify, 24 avril 2014 <http://www.transparify.org/blog/2014/4/23/disclosing-funding-data-to-the-media-why-shoot-yourself-in-the-foot> Du même auteur: *The Global Fund and the fears of transparency*, Aidspan, 4 mars 2014 [http://www.aidspan.org/gfo\\_article/global-fund-and-fears-transparency](http://www.aidspan.org/gfo_article/global-fund-and-fears-transparency)

<sup>22</sup> Les données ouvertes ('open data') sont des données qui peuvent être librement utilisées, réutilisées et redistribuées par quiconque, sujettes à une exigence d'attribution.

<sup>23</sup> Comme Internews, [www.internews.org](http://www.internews.org), et l'International Center for Journalists (ICFJ), [www.icfj.org](http://www.icfj.org)

<sup>24</sup> Un MOOC gratuit (<http://afriqueinnovation.speech.me>) a été réalisé en 2015-2016 par Rue89 et plusieurs partenaires pour le compte de CFI, l'agence française de coopération médias, et l'ONG Code for Africa : <http://www.cfi.fr/fr/projet/afrique-innovation>.

<sup>25</sup> Bill Ristow, *Journalism Training in the Digital Era – Views from the field*, Center for International Media Assistance, National Endowment for Democracy, 6 août 2014, [http://www.cima.ned.org/publication/journalism\\_training\\_in\\_the\\_digital\\_era\\_views\\_from\\_the\\_field/](http://www.cima.ned.org/publication/journalism_training_in_the_digital_era_views_from_the_field/)

communiquée dans une langue accessible à un public profane. Aussi, la logique économique des médias laisse peu de temps et d'espace à l'enquête et l'analyse critique. Contrairement aux journalistes occidentaux qui baignent dans une surabondance d'informations, se spécialiser dans le traitement de données semble présenter moins d'intérêt en Afrique, et l'impact de ces initiatives reste pour l'instant imperceptible.

### III. Les clés du changement

Au-delà des compétences techniques pour accéder à l'information et l'analyser, la capacité de l'utiliser et d'influencer les processus de décision reste la grande difficulté. Dans des pays sans tradition démocratique, demander aux puissants de rendre des comptes sur leur gestion des programmes de développement est un véritable défi et un pari souvent risqué.

Selon Rakesh Rajani, ex-directeur de Twaweza, une ONG active en Afrique de l'est, la plupart des initiatives pour responsabiliser les donateurs et bénéficiaires peinent à produire des résultats parce qu'elles se focalisent trop sur la technique et pas assez sur l'humain. « *Les mêmes questions se posent toujours : 'Qui suis-je pour demander des comptes ? Cela sera-t-il utilisé contre moi ? Est-ce que ça en vaut la peine ?' (...) Le simple fait que de nouvelles données soient disponibles n'y change rien. Si un gouvernement n'était pas réceptif au feedback, la technologie et les données ne vont pas soudainement le rendre redevable envers ses citoyens.* »<sup>26</sup>

Un secteur de la recherche s'intéresse depuis peu à la participation des citoyens dans la résolution des problèmes liés à la prestation de services et le renforcement des institutions publiques. Le Partenariat mondial pour la responsabilité sociale (GPSA)<sup>27</sup>, une coalition portée par la Banque mondiale, produit des travaux de recherche qui visent à conceptualiser ce champ d'activités très varié, mouvant et peu documenté<sup>28</sup>. Il en ressort que l'on sait très peu de choses sur l'impact réel que les initiatives qui entourent la révolution des données pourront produire<sup>29</sup>. « *Ces différentes actions reposent sur le principe selon lequel «savoir, c'est pouvoir» — la transparence va forcément avoir un effet de levier sur la redevabilité. Pourtant, des théories du changement largement acceptées et intéressantes (...) semblent avoir une base empirique discontinue. À cet égard, praticiens du domaine et analystes des*

---

<sup>26</sup> Cf note 4, *The data revolution: finding the missing millions*, p. 39.

<sup>27</sup> <http://www.thegpsa.org/> Pour des informations en français: <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/ACCUEILEXTN/EXTTOPICSFRENCH/EXTCSOFRENCH/0,,contentMDK:23094571~pagePK:220503~piPK:220476~theSitePK:1153825,00.html>

<sup>28</sup> Hélène Grandvoinet, *Ouvrir la boîte noire : facteurs contextuels de la responsabilisation sociale*, Banque mondiale, septembre 2015, <http://gpsaknowledge.org/events/gpsa-webinar-frenchouvrir-la-boite-noire-facteurs-contextuels-de-la-responsabilisation-sociale/>

<sup>29</sup> Voir à ce sujet les travaux de recherche effectués en Afrique (Sierra Leone, Nigeria, Ouganda, Kenya, Afrique du sud), en Asie et en Amérique latine : Tim Davies, *Exploring the Emerging Impacts of Open Data in Developing Countries*, Open Data Research Network, 2014, <http://www.opendataresearch.org/emergingimpacts>

*politiques publiques posent de plus en plus la question de savoir «qu'est-ce qui fonctionne ?» — à laquelle il n'existe pas encore de réponse probante. »*<sup>30</sup>

En 2015, les ministres de 54 pays africains se sont réunis pour approuver le Consensus sur les données en Afrique<sup>31</sup>, une feuille de route pour la révolution des données. A la suite de cette rencontre, en marge de la Conférence internationale sur le financement du développement à Addis Abeba, des représentants de gouvernements, du monde des affaires, de la société civile et d'organisations internationales se sont positionnés en annonçant leurs contributions d'ici à 2030<sup>32</sup>.

La vaste majorité de ces engagements concerne la production de données, d'outils et de plateformes en ligne, de systèmes informatiques, et la gouvernance. Seule une poignée vise à former les utilisateurs des données des ODD dans quelques pays laboratoires. Parmi ceux-ci, un projet-pilote d'accompagnement des organisations de la société civile (Kenya, Tanzanie, Argentine et Népal) pour produire et utiliser des données générées par des citoyens<sup>33</sup>, un programme mondial d'éducation pour l'apprentissage des données au 21e siècle<sup>34</sup>, un site de sensibilisation à l'utilisation des données de l'aide par des citoyens<sup>35</sup>, un projet-pilote de formation des jeunes (Tanzanie, Ghana, Népal) aux données du développement<sup>36</sup>, et un partenariat mondial pour les données du développement durable<sup>37</sup> qui vise notamment à investir dans le renforcement des capacités.

#### **IV. L'horizon 2030**

Les données de l'aide n'ont aucune valeur par elles-mêmes, pas plus que l'information et la connaissance qui en découlent, si elles ne sont pas utilisées. Pour essentielles qu'elles soient à la réalisation des ODD, elles ne sont qu'un moyen et non une fin en soi. Leur véritable force de changement réside dans la mobilisation d'une multitude d'individus capables d'en tirer profit et de les utiliser.

---

<sup>30</sup> Jonathan Fox, *Responsabilisation sociale: Que nous disent vraiment les données?*, School of International Service, American University, 2014, <http://gpsaknowledge.org/wp-content/uploads/2015/05/Responsabilisation-Sociale-Que-Nous-Disent-Vraiment-les-Donnees-Documents-Document-de-Travail-1-du-GPSA.pdf>

<sup>31</sup> [http://www.uneca.org/sites/default/files/PageAttachments/final\\_adc\\_-\\_french\\_1.pdf](http://www.uneca.org/sites/default/files/PageAttachments/final_adc_-_french_1.pdf)

<sup>32</sup> Global Partnership for Sustainable Development, *Data Commitments*, juillet 2015 <http://www.data4sdgs.org/data-commitments/>

<sup>33</sup> Programme DataShift de CIVICUS, l'Alliance Mondiale pour la Participation Citoyenne: <http://civicus.org/thedatashift/>

<sup>34</sup> Une initiative de Data-Pop Alliance, <http://datapopalliance.org/>, et PARIS21 (PARTnership In Statistics for development in the 21<sup>st</sup> century), <http://www.paris21.org/fr>.

<sup>35</sup> <https://www.one.org/international/follow-the-money/>

<sup>36</sup> <http://restlessdevelopment.org/big-idea-pilot>

<sup>37</sup> Global Partnership for Sustainable Development, <http://www.data4sdgs.org/>

Ces hommes et ces femmes sont au cœur de la révolution des données. Leurs niveaux de compétences techniques et leurs centres d'intérêt varient considérablement, du militant qui prépare une campagne de sensibilisation pour un groupe marginalisé, à la journaliste qui enquête sur l'utilisation de l'aide humanitaire suite à une catastrophe naturelle, en passant par l'employé d'ONG qui rédige un rapport de suivi et évaluation, le chercheur qui réalise une étude comparative ou la représentante communautaire qui suit l'utilisation du financement d'un programme local.

Jusqu'à présent, peu d'importance a été accordée à l'écoute de leurs besoins, sans doute plus fondamentaux qu'on ne l'assume. Ils incluent la nécessité d'acquérir les bases d'une culture numérique pour naviguer de manière ciblée et critique dans la profusion d'information en ligne, ainsi que des méthodes de recherche, d'analyse des données et de vérification des sources. Autre besoin fondamental: développer des compétences de plaidoyer pour susciter le changement dans le domaine de l'aide en tenant compte du contexte local et des risques, un champ d'action encore presque vierge<sup>38</sup>.

« *C'est l'action humaine qui fait toute la différence* », souligne un spécialiste du domaine. « *L'accent mis sur la technologie et la transparence détourne l'attention de ce qui pousse véritablement les gens à rendre des comptes : la psychologie humaine, la motivation et les relations de pouvoir.* »<sup>39</sup> Pour faciliter leur financement et augmenter leurs chances de succès, il faut des initiatives qui dépassent les rapports conflictuels et encouragent la coopération plutôt que la confrontation entre les acteurs de l'aide et ceux et celles dont le rôle est d'exercer une surveillance critique de leur travail<sup>40</sup>.

Les contextes dans lesquels vivent et travaillent les infomédiaires de l'aide sont extrêmement variés. A l'échelle des ODD, leur formation nécessite un ensemble d'initiatives ambitieuses, ciblées et complémentaires qui tiennent compte des réalités locales<sup>41</sup>. Il pourrait être tentant de justifier l'inaction et repousser cet immense chantier à plus tard, quand nous baignerons dans un océan de données fiables, faciles d'accès et complètes. Mais la révolution numérique nous enseigne que ce monde hypothétique ne suffirait pas, à lui seul, à ce qu'elles soient utilisées. Pour paver la voie vers l'accomplissement des Objectifs de développement durable, il faut investir sans attendre dans la formation.

---

<sup>38</sup> A ce sujet, voir le compte-rendu d'une expérience menée auprès de travailleuses du sexe au Cambodge: Dirk Slater, *What we've learned from sex workers - Or 'how to work with marginalised communities on using data and technology in advocacy'*, FabRiders, 28 avril 2015, <http://www.fabriders.net/potatoes/>

<sup>39</sup> *What are the limits of transparency and technology? From three gurus of the openness movement* (Eigen, Rajani, McGee), 7 avril 2014, <http://oxfamblogs.org/fp2p/what-are-the-limits-of-transparency-and-technology-the-thoughts-of-three-gurus-of-the-openness-movement/>

<sup>40</sup> Robert Bourgoing, *Watchdogs or Critical Friends?*, The First Tranche, AidData, 10 décembre 2013, <http://aiddata.org/blog/watchdogs-or-critical-friends>

<sup>41</sup> Voir Bill Anderson, *Adventures in the Data Revolution: Collecting Ugandan Data*, Development Initiatives, 26 février 2015. <https://marketsforgood.org/adventures-in-the-data-revolution-getting-to-grips-with-data-in-uganda/>



Les apprentissages formels, dans des salles de classe, peuvent convenir à certains spécialistes (statisticiens, fonctionnaires, etc.) mais ils sont coûteux et demandent un investissement de temps qui ne convient pas au plus grand nombre. Les ateliers de formations étalés sur quelques jours, voire quelques semaines, peuvent être d'excellentes opportunités de réseautage et de perfectionnement individuel. Mais à moins d'être conçus autour d'objectifs réalistes pour de petits groupes homogènes, ils n'ont pas encore fait la preuve de leur impact pour améliorer l'efficacité des programmes d'aide.

Les MOOC (formations en ligne ouvertes à tous) offrent de formidables avantages pour atteindre un public dispersé dans l'espace et les fuseaux horaires. Malgré leur gratuité et la qualité des contenus offerts, ils sont souvent structurés comme des enseignements qui requièrent un engagement personnel que peu d'inscrits semblent prêts à offrir.

Pour tous ceux et celles qui disposent de peu de temps et n'aspirent pas à devenir des spécialistes de la recherche et du traitement des données, Internet et les médias sociaux ouvrent de nombreuses possibilités de formations innovantes fondées sur la demande, telles que la mise en relation de spécialistes des données de l'aide avec des journalistes, militants et chercheurs. AidInfoPlus.org, le service gratuit d'assistance en ligne que nous avons fondé, en est un exemple<sup>42</sup>.

Les rêves de transparence de l'aide laissent apparaître des fissures<sup>43</sup> qu'il est urgent de colmater en investissant dans la formation, en parallèle avec les nombreux efforts techniques déjà en cours. Pour mesurer les besoins en rapport avec les ODD, coordonner les interventions, favoriser un débat ouvert sur l'utilisation de l'aide et évaluer son impact, la communauté internationale doit donner la priorité au renforcement des capacités de ces hommes et ces femmes sans qui la révolution des données risque de n'être qu'un joli slogan.

---

<sup>42</sup> <http://AidInfoPlus.org> (description en français : [http://aidinfoplus.org/description\\_fr.pdf](http://aidinfoplus.org/description_fr.pdf) )

<sup>43</sup> Thomas Carothers et Saskia Brechenmacher, "*Accountability, Transparency, Participation and Inclusion : A New Development Consensus?*", Carnegie Endowment for International Peace, octobre 2014  
<http://carnegieendowment.org/2014/10/20/accountability-transparency-participation-and-inclusion-new-development-consensus>